



Après avoir fait paître ses moutons dans la vallée du Jourdain, un berger les abreuve. L'eau nécessaire à cet effet est contrôlée et limitée par le gouvernement israélien. Les Palestinien-nes doivent donc souvent acheter de l'eau à des prix exorbitants. Photo : Albin Hillert/WCC-EAPPI 2018

Le droit à l'eau : une ressource vitale pour laquelle les populations locales des pays de nos projets doivent se battre.

En 2010, l'ONU a reconnu le droit d'accès à l'eau comme un droit fondamental¹. L'eau n'est pas seulement essentielle à la survie, elle assure les moyens de subsistance et est considérée comme principal moteur du développement économique et social dans les zones rurales. PWS a interrogé deux organisations de la société civile qui revendiquent leur droit à l'eau.

Dans la communauté Lenca de Guajiquiro au Honduras, plusieurs rivières prennent leur source et alimentent en eau des régions du département de La Paz et se jettent dans le golfe de Fonseca. Les régions considérées comme territoire national doivent maintenant être transférées dans des projets d'investissement pour la production d'énergie hydroélectrique. Les communautés concernées s'y opposent. Elles se sont regroupées au sein de la plateforme environnementale PALAGUA. Depuis 2021, l'organisation est accompagnée par PWS. Nous avons échangé avec Marlen Corea, dirigeante de PALAGUA et défenseuse des droits humains.

PWS : Quelle est l'importance de l'eau pour vous et quelle est la mission de PALAGUA ?

MC : Nous sommes des peuples autochtones et paysans.

L'eau est vitale, nous avons besoin d'eau pour cultiver notre nourriture et mener à bien nos activités quotidiennes. Pour la communauté de Guajiquiro – dans la langue des Lencas, Gujiquiro signifie « panier d'eau » – l'eau du fleuve Palagua est la ressource la plus importante ; notre bien commun le plus précieux. Cette rivière doit maintenant être privatisée et mise à disposition d'investissements étrangers pour la production d'énergie hydroélectrique. Ces entreprises pourront ainsi s'approprier notre ressource vitale. PALAGUA est l'abréviation de *Plataforma Ambientalista Lenca Autóctona de Guajiquiro* ; ce nom a été choisi en l'honneur du fleuve. Nous représentons les intérêts des Lencas qui s'opposent à la réalisation du projet hydroélectrique et qui s'engagent pour la préservation des forêts et des rivières comme base de vie.

PWS : En quoi les investissements prévus menacent-ils les communautés concernées ?

MC : La privatisation de notre fleuve met en danger notre mode de vie. On nous trompe. On nous propose

Vous pouvez trouver des informations actuelles sur PWS et sur le travail en faveur des droits humains dans les pays des projets sur notre site internet (peacewatch.ch) ou sur nos blogs, sur le Honduras (peacewatch.blog) ou sur EAPPI (eappiswitzerland.wordpress.com).

des montants infimes, la perspective du développement doit nous aveugler. La plupart des villageois-es sont conscient-es que la construction de centrales hydro-électriques menace notre mode de vie. Mais certain-es ne résistent pas à la tentation et vendent leurs terres. Les entreprises tentent



Marlen Corea est défenseuse des droits humains et dirigeante de PALAGUA. Elle fait tout son possible pour préserver le fleuve Palagua dans sa communauté de Guajiquiro.

aussi de rallier les autorités locales, les maires et les députés à leurs projets. Elles violent ainsi le droit à une consultation libre, préalable et informée dont on dispose en tant que peuples autochtones pour avoir notre mot à dire sur le développement de notre espace de vie².

PWS : Quels sont les succès de votre engagement ?

MC : Jusqu'à présent, PALAGUA a réussi à stopper le projet hydroélectrique Aurora II. L'électricité produite aurait été vendue à l'État hondurien. PALAGUA et notre réseau sont en train d'élaborer un projet de loi pour annuler la concession.

En Israël/Palestine, la pénurie d'eau en Cisjordanie est le résultat direct de la politique d'occupation israélienne. Le gouvernement israélien contrôle l'accès à l'eau et empêche ainsi le développement d'un secteur de l'eau indépendant et palestinien. Les observateurs-trices des droits humains d'EAPPI accompagnent les communautés dont l'accès à l'eau est régulièrement restreint par les autorités israéliennes et documentent les incidents. Le *Palestinian Hydrology Group (PHG)*, une institution à but non lucratif fondée en 1987, protège les ressources en eau, garantit l'accès aux sources d'eau et développe de nouvelles technologies pour la conservation de l'eau. Pinar Yildirim, ancienne volontaire EAPPI, a interrogé le directeur du PHG, le Dr Abdelrahman Tamimi.

PY : Quelle est l'importance de l'eau en Palestine/Israël ?

AT : Le contrôle israélien de l'eau, conformément aux accords d'Oslo, constitue un défi politique. Le gouvernement israélien a le contrôle légal des ressources en



Le Dr Abdelrahman Tamimi est directeur général du *Palestinian Hydrology Group (PHG)* et chargé de cours à l'Institut de développement durable de l'Université Al Quds.

eau. Le rôle de l'Autorité palestinienne se limite à la distribution de l'eau fournie. Les forces de sécurité israéliennes ont confisqué de nombreuses sources naturelles des Palestiniens, aggravant ainsi la répartition inégale de l'eau. En raison de la disponibilité limitée de l'eau, les

habitant-es de certains villages doivent acheter de l'eau à des prix élevés à la société Israélienne des eaux, Mekorot, ou à des colons israéliens. Les ménages palestiniens consacrent actuellement 15 à 20% de leurs revenus à l'eau, au lieu d'un maximum de 1 % selon les normes internationales.

PY : Quels sont les défis auxquels le PHG est confronté ?

AT : Nos activités en zone C, où Israël exerce un contrôle total (plus de 60% de la Cisjordanie), entraînent des difficultés considérables. Les forces de sécurité israéliennes confisquent par exemple notre matériel. Nous faisons souvent face à des restrictions d'accès, des régions étant arbitrairement déclarées « zones militaires fermées » par l'armée israélienne. Il n'est pas rare non plus qu'il y ait des résistances de la part de colons israéliens qui se mobilisent contre notre travail et nous accusent de voler de l'eau. Ils considèrent le PHG comme illégal.

PY : Qu'est-ce que l'organisation a pu faire jusqu'à présent ?

AT : Le PHG a réalisé des progrès significatifs, notamment en faisant de la question de l'eau une priorité du gouvernement et en menant des campagnes de sensibilisation. Ces campagnes ont permis que le gouvernement israélien facilite l'accès à l'eau dans certaines zones de Cisjordanie. Nous avons également organisé des conférences internationales, créé des centres de recherche sur l'eau et des lieux de formation, et mis en œuvre plus de 122 projets – notamment l'assainissement de sources naturelles et la construction d'installations de traitement des eaux usées. L'eau n'est pas seulement une question de droit politique, mais aussi une question de droit humain. Sans eau, pas de vie !

¹ Déclaré en 2002, le droit à l'eau consiste en un approvisionnement suffisant, physiquement accessible et à un coût abordable. Il est reconnu en 2010 par l'Assemblée générale de l'ONU comme un droit fondamental.

² Selon la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) de 1989, les peuples autochtones doivent être consultés librement, préalablement et en connaissance de cause sur les projets et les investissements dans leur territoire (Free, Prior and Informed Consent, FPIC). Le gouvernement hondurien a ratifié cette convention en 1996.